

MICHELE BRONDINO

Université de Milan

Italie

LE PROBLÈME DE L'INDEPENDANCE TUNISIENNE ET LA QUESTION  
NORD-AFRICAINE DANS LA PRESSE ITALIENNE DE 1954 À 1956

Il est superflu de s'attarder sur l'importance du rôle que joue la Tunisie dans l'histoire coloniale de l'Italie et de l'Afrique méditerranéenne de la deuxième moitié du XIX siècle à la seconde guerre mondiale.<sup>1/</sup> Il est cependant opportun de définir la position de l'Italie, en tant que ex-puissance coloniale, à l'égard du colonialisme au lendemain de la seconde guerre mondiale.

La jeune Italie qui émerge de la guerre et de la Résistance antifasciste est bien décidée à tourner la page mais "la nostalgie des colonies"<sup>2/</sup> est encore vivante parmi certains groupes sociaux qui conservent des intérêts en Afrique et parmi la classe politique de l'époque y comprises certaines franges de l'antifascisme. Comme le prouve l'ouvrage de l'historien Angelo del Boca "Gli italiani in Africa", il suffit de rappeler la position d'hommes politiques de l'importance de De Gasperi, Sforza, Don Sturzo qui assumèrent "la défense à outrance des colonies". Parmi les rares voix contraire, on distingue celle de G. Salvemini qui affirme d'un ton péremptoire: "Les colonies italiennes n'ont jamais servi et ne serviront jamais à résoudre le problème de l'émigration ou tout



autre problème italien".<sup>3/</sup> Cependant, la classe politique finira par percevoir, lentement, que ces visées coloniales sont "une bataille inutile"<sup>4/</sup> qui va dans le sens opposé du déroulement de l'histoire coloniale.

Dans le contexte historique des années 1943-53, émerge dans les milieux politico-économiques plus ouverts et sensibles aux instances de liberté en provenance des pays colonisés, la perspective de nouveaux rapports avec l'Afrique, qui s'opposent aussi bien aux positions conservatrices des colonialistes qu'à la complète résignation de l'opinion publique en général. La jeune Italie prête une attention croissante à l'accélération historique de la décolonisation et s'efforce d'établir un nouveau dialogue avec les mouvements nationaux qui ont pris racine dans les différents pays de l'Afrique coloniale et avant tout de l'Afrique méditerranéenne, en raison de leur lien avec l'histoire italienne, principalement la Tunisie où est encore établie une communauté italienne de plus de 80.000 personnes. Preuve en est l'intérêt que la presse italienne de l'époque prête à la phase cruciale de l'indépendance tunisienne, de 1954 à 1956 et à ses conséquences sur la question nord africaine, pierre d'achoppement de toute la politique coloniale de la France. Durant les premiers mois de l'année 1954 on remarque la maigre attention de la presse quotidienne italienne<sup>5/</sup> pour la politique française en Afrique du Nord, à laquelle fait exception la ponctuelle chronique commentée des événements de l'Afrique du Nord de la part de deux revues spécialisées "Oriente Moderno"<sup>2/</sup> et "Relazioni Internazionali" dans le quasi silence général. On peut cependant s'arrêter, sur la revue "Africa" qui a du mal à définir une nouvelle ligne de rédaction en accord avec

l'évolution des événements, à un article intéressant, au titre significatif "La crise tunisienne", de Enrico De Leone<sup>7/</sup> qui, bien que partisan et défenseur des mérites du colonialisme et se souvenant des frictions italo-françaises à propos de la Tunisie, dénonce l'involution de la politique coloniale française dans toute l'Afrique du Nord: "Toute la crise nordafricaine est déterminée par l'exclusivisme borné de la France qui, incapable de faire une politique de longue haleine, de construire une solidarité européenne, n'est même pas disposée à satisfaire les instances, les plus raisonnables et logiques, de la population locale, par crainte que la moindre concession ne se traduise en perte de privilèges. "Et, bien qu'acharné partisan des mérites de la colonisation européenne, il en révèle clairement les faiblesses fondamentales: "On ne peut ... à notre avis, comprendre le mouvement nationaliste tunisien, si on le présente comme la manifestation de quelques fanatiques ou si on le juge sommairement alléguant à l'accusation désormais rebattue de la contamination des germes nationalistes et communistes. Les nationalismes, et non seulement en Afrique du Nord, sont des phénomènes complets, à la formation desquels ont contribué plusieurs facteurs parmi lesquels les erreurs des européens sur le plan non seulement politique mais aussi psychologique, moral et social, ne sont pas les moindres."<sup>8/</sup>

C'est avec l'arrivée au gouvernement de Pierre Mendès - France, que se manifeste à nouveau l'intérêt de la presse quotidienne italienne qui perçoit la nouveauté de la politique de Mendès-France en des circonstances historiques particulières qui voient la France bouleversée par la défaite de Dien Bien Phu et par l'amère conclusion de la guerre d'Indochine avec les accords de la Conférence

de Genève (ouverte le 26 avril 1954).

La revue "Oriente Moderno" donne le ton en présentant les points essentiels de l'article de Mendès-France "Esquisse d'une politique de l'Union Française", paru en juin ou sont déjà présents la nouvelle ligne de sa politique coloniale et le contenu du discours de Carthage du 31 Juillet 1954. La courageuse analyse des erreurs commises en Indochine est mise en évidence et l'on annonce un tournant décisif de la politique coloniale qui devra désormais se baser sur une prise de conscience réaliste des événements dans les deux protectorats, en citant le passage suivant de l'article de Mendès-France: "Un réalisme plus profond doit nous faire comprendre surtout que la France n'est forte que dans la mesure où elle continue à incarner l'idéal qui, pour le monde entier, reste lié à son nom, tandis qu'elle s'affaiblit, quelque soit le nombre de ses policiers et de ses bataillons, quand elle s'abaisse à défendre un système injuste et dépassé et quand les principes qui furent à la base de sa grandeur morale, peuvent se retourner contre elle."<sup>9/</sup>

L'inattendu voyage-éclair de Mendès-France à Tunis (31 Juillet 1954) suscite un vaste intérêt de la part de la grande presse quotidienne qui fixe son attention sur quatre moments fondamentaux de la période prise en considération: - la proposition d'autonomie interne à la Tunisie, faite dans le discours de Mendès-France à Carthage et le débat sur la politique nord-africaine à l'Assemblée française (9-10 déc. 1954).

- La chute du gouvernement de Mendès-France (Février 1955).
- La signature des Conventions franco-tunisiennes du 3 juin 1955 et ses conséquences en Afrique du Nord.

- L'indépendance des deux protectorats (mars 1954). Le cas Ben Youssef et l'émergence de la question algérienne.

Parmi les revues, à part "Relazioni Internazionali" et "Oriente Moderno" toujours ponctuels et bien informés, on observe un intérêt limité même si continu dans "Nuova Antologia", faible au contraire dans la revue "Africa" ou le silence total comme dans "Il Ponte", revue par ailleurs sensible aux grands thèmes libertaires et sociaux.

C'est l'article de Carlo Giglio,<sup>10/</sup> "Italia ed Africa oggi" sur la revue "Nuova Antologia" qui fait le point de la situation en ce qui concerne l'intérêt que l'Italie porte à l'Afrique. Il met en évidence qu'à la générale absence d'intérêt de la première décennie d'après-guerre, s'oppose maintenant une reprise de l'attention à la récente actualité africaine afin de créer "une nouvelle et favorable attitude psychologique des Italiens envers l'Afrique. Et puisque l'Italie est consciente que tôt ou tard, toute l'Afrique sera indépendante Giglio conclut son intervention en dessinant un vaste "programme de travail italien en Afrique et pour l'Afrique".<sup>11/</sup> Enfin il est intéressant d'observer que l'émancipation des peuples nord-africains, parallèlement à d'autres tensions et aspirations bien sur, sont perçus par de nouvelles forces sociales italiennes qui mèneront graduellement à des changements politiques au début des années soixante: la montée du centre-gauche sur le plan national et une nouvelle approche méditerranéenne sur le plan de la politique étrangère.

Voyage - éclair du premier ministre français à Tunis: conces-  
sion de l'autonomie interne

C'est l'événement qui donne le signal de départ de l'intérêt des quotidiens italiens pour la politique nord-africaine de la France à laquelle sont liés les problèmes de la politique occidentale et par conséquent aussi italienne. Dans l'ensemble on distingue deux prises de position: d'un côté la prudente appréciation des journaux modérés (Corriere della Sera, La Stampa, La Gazzetta del Popolo) pour le tournant décisif de Mendès-France, considérés dans le contexte international, de l'autre les commentaires critiques des journaux de gauche (L'Unita, Avanti) sur l'obscure politique coloniale de la France et la reconnaissance des mouvements nationaux maghrébins pour l'indépendance. Sur le Corriere della Sera du 1<sup>er</sup> Aout l'événement est présenté par deux articles en première page, une chronique du voyage de Mendès-France et un commentaire politique de G. Sansa; ce dernier est un ponctuel compte rendu de la situation historique et des perspectives d'évolution du colonialisme dans lequel la France s'est engagée en Afrique du Nord. Le titre même de l'article est un jugement significatif sur la politique française des dix dernières années: "La France entend maintenir les vieilles promesses maintes fois répétées".<sup>12/</sup> L'importance de la décision est soulignée par un jugement sur Mendès-France: "Il a fait ce qu'aucun autre homme politique français n'aurait osé faire".<sup>13/</sup> Le geste inattendu a produit "un choc psychologique" sur l'opinion publique française même si Mendès-France n'a rien proposé de neuf par rapport au traité du Bardo de 1882, dont l'application fut toujours remise à plus tard, avec l'aggravation

de la lettre de R. Schuman (alors ministre des Affaires Etrangères) du 15.12.1953 qui avait nié l'autonomie en faveur de la co-souveraineté franco-tunisienne. Pour les journaux de gauche, l'Unita et l'Avanti, la décision de Mendès-France est une occasion pour dénoncer "le plus obtus des nationalismes"<sup>14/</sup> et "l'état de guerrilla"<sup>15/</sup> qui règne dans les deux protectorats ou "les résidents généraux et les agents métropolitains interprètent les lois du protectorat à sens unique, en attribuant aux européens le contrôle absolu sur les structures économiques et administratives en Tunisie et au Maroc."<sup>16/</sup> On souhaite l'indépendance pour la Tunisie puisque la proposition d'autonomie interne n'est qu'un premier pas vers l'indépendance. A l'appui de cette thèse, on cite l'affirmation de Bourguiba qui a consenti à la participation de Neo-Destour à la formation du gouvernement pour les pourparlers: "l'indépendance reste l'idéal du peuple tunisien."<sup>17/</sup>

Les deux journaux, et plus particulièrement les articles de Michele Rago sur L'Unita offrent un compte-rendu détaillé des événements qui se déroulent entre la formation du gouvernement homogène tunisien et le commencement officiel des négociations franco-tunisiennes pour l'autonomie.

On remarquera la critique que Michele Rago adresse, de la gauche, à la classe politique tunisienne quand il affirme que "le nouveau gouvernement ... n'est pas l'expression de toutes les forces vivantes du pays. Les communistes, les syndicats, par exemple, en sont exclus. Il représente les néo-destouriens, les milieux de la cour, de l'armée, les fonctionnaires et les sociaux-démocrates". Le journaliste commet cependant une erreur de lexique quand il affirme que la Tunisie "obtient son indé-

pendance."<sup>18/</sup>

Une constante à tous les journaux, plus particulièrement à L'Unita et à La Gazzetta del Popolo, est le rappel continu et systématique des tragiques événements marocains avec la considération implicite que la France devra finir par céder aux revendications nationalistes du Maroc qui s'étaient intensifiées après la déposition et l'exil du Sultan Mohammed Ben Youssef.

La clairvoyance et l'opportunité de la nouvelle politique coloniale sont mises en évidence et en rapport avec la situation internationale puisque Mendès-France a perçu avec perspicacité l'esprit de l'accord anglo-égyptien du mois de juin de la même année qui offrait une nouvelle possibilité d'entente entre monde occidental et monde arabe et plus particulièrement entre la France et l'Afrique du Nord française. Cet aspect acquiert tout son relief dans l'article de Sandro Volta sur "La stampa" quand il affirme: "Il n'y a aucun doute que l'événement a une importance qui va bien au-delà des réformes administratives internes; c'est tout le problème des relations entre la France et le monde arabe et musulman qui sont remises en cause, voire même l'existence de l'Union Française".<sup>19/</sup>

"La Gazzetta del Popolo" elle aussi portage cet avis; le titre de son premier article sur l'événement en témoigne: "Un Suez en Tunisi".<sup>20/</sup> Dans l'éditorial "C'est au tour de l'Afrique" de Italo Zingarelli se trouve un bref mais pénétrante analyse des problèmes du colonialisme européen et de ses inévitables conséquences sur la politique coloniale française, concluant donc sur la clairvoyance politique de Mendès-France. "Doué d'une rapide capacité d'évaluation de la situation, il a compris que, pour faire la



part du feu et ne pas perdre la partie comme en Asie, il ne fallait pas hésiter à concéder à la Tunisie l'autonomie interne, d'autant plus que l'accord anglo-égyptien compromettait ultérieurement la situation". 21/

Enfin la presse est unanime pour souligner l'habilité et l'adresse de Mendès-France qui a su surmonter les obstacles aux extrêmes opposés, les nationalistes arabes et les colonialistes conservateurs, d'un côté en ouvrant le dialogue avec les forces modérées des nationalistes comme le Néo-Destour de Bourguiba (dont on rapporte les jugements positifs sur les propositions de Carthage), de l'autre en rassurant les colons français qui virent Mendès-France durant son voyage-éclair à Tunis accompagné des champions de la présence française en Afrique du Nord, c'est à dire le maréchal Juin et le ministre de la défense, maréchal Koenig.

La presse fait ensuite référence aux premières nouveautés institutionnelles introduites par Mendès-France avec la création d'un ministère des affaires tuniso-marocaines, la nomination d'un nouveau résident général et la promesse de liberté pour les prisonniers politiques. Pour la première fois enfin, on signale la personnalité émergente du jeune ministre de l'intérieur, François Mitterand, qui deviendra un membre influent du cabinet Mendès-France en vertu d'une personnalité dynamique et ouverte au renouvellement de la politique française.

Les revues "Oriente Moderno" et "Relazioni Internazionali" fournissent une documentation riche et sélectionnée, commentaires et entrevues sur les propositions de Mendès-France, la formation du gouvernement tunisien et les réactions des différents interlocu-

teurs. L'ensemble va des passages les plus significatifs des propositions de Mendès-France à l'appel du Bey au peuple, des jugements favorables de Bourguiba à ceux, négatifs, des ultracolonialistes aussi bien dans les protectorats qu'en métropole, des réactions positives de certains milieux arabes à celles, négatives, des Frères Musulmans, en somme un tableau de synthèse des événements franco-tunisiens du moment qui n'oublie pas les autres pays nord-africains, le Maroc surtout dont un signale la recrudescence du phénomène terroriste et les appels des différents groupes sociaux en faveur du retour du Sultan de son exil et de la concession de l'autonomie aux memes conditions que la Tunisie.

Début des négociations franco-tunisiennes (4 sept.) et débat sur l'Afrique du Nord à l'Assemblée française (9-10 déc.)

Les revues "Oriente Moderno" et "Relazioni Internazionali" relatent chronologiquement les différentes phases des négociations et leurs reflets sur la situation interne dans les deux protectorats et en Algérie, en reproduisant les passages les plus significatifs de documents et entrevue, les déclarations des différents interlocuteurs, d'où se dégage le cadre d'ensemble de la situation et un commentaire implicite de la part de chacune des rédactions dont le public est composé surtout de "spécialistes".

En vérité, le choix du matériel, les sous-titres des faits divers, des documents et les brèves commentaires introductifs, mettent prudemment mais fermement en accusation la politique coloniale française et favorisent les mouvements nationalistes maghrébins. Il suffit de voir, par exemple, avec quelle ampleur est traité

le problème des fellagas en Tunisie et au Maroc puis, après le 1<sup>er</sup> Novembre en Algérie, ou bien le ton significatif d'un sous-titre comme "Déclarations de C. Fouchet (ministre des Affaires tuniso-marocaines) à propos de la maturité de la Tunisie pour l'autonomie interne", ou bien encore une affirmation alors compromettante aux yeux des ultra-colonialistes de "présence française": "Le gouvernement affrontera la question marocaine dans le même esprit".<sup>22/</sup>

En ce qui concerne les quotidiens au contraire, on remarque un net contraste entre les journaux modérés et ceux de gauche. Les premiers mettent en évidence la courageuse détermination de Mendès-France sur la voie des réformes, contrastée par les partis conservateurs qui tentent d'exploiter subtilement la politique nord-africaine en crise, surtout après l'insurrection du 1<sup>er</sup> Novembre en Algérie, pour s'opposer à la politique économique intérieure qui lèse les intérêts des groupements économiques conservateurs comme le met clairement en évidence G. Sansa dans ses nombreux articles sur le "Corriere della Sera". Il écrit, par exemple, le 18 novembre que "les fiefs financiers qu'il menace avec son plan de réformes économiques ont trouvé dans la crise de la situation africaine un prétexte pour contrecarrer sa politique sans avouer les vraies raisons de leur hostilité".<sup>23/</sup>

L'intérêt de la presse italienne est évident à travers les articles de deux autres journalistes, P. Ottone e L. Campolonghi qui mettent habilement en relief la politique rénovatrice de Mendès-France en consacrant la plupart de leurs interventions aux accusations et à la demande de mesures draconiennes de la part des groupes colonialistes ou en relevant les accusations de "néocolonialisme" lancées à Mendès-France et à F. Mitterand,

de la part des communistes français.<sup>24/</sup>

En outre, le grand public italien, intéressé à la problématique tunisienne pour les évidentes raisons déjà exposées au début, est pour la première fois confronté à la question algérienne dans sa spécificité de département français, situation bien différente de celle du Maroc et de la Tunisie, officiellement considérés protectorats et donc états autonomes".<sup>25/</sup> De plus on affirme que "les rébellions des fellagas assument forcément un aspect international; il ne s'agit plus d'une question purement française"<sup>26/</sup> en raison de ses évidentes implications sur l'échiquier de la politique internationale (bases militaires occidentales en Afrique du Nord et appui du bloc soviétique au mouvement insurrectionnel).

Les articles parus sur les journaux de gauche, l'"Avanti" en particulier, sont d'une bien autre teneur: ils font une dure critique, de gauche, à toute la politique nord-africaine française. Les titres et sous-titres déjà sont caractéristiques d'une ferme prise de position anticolonialiste; l'"Avanti" du 21 novembre 1954 écrit: "Paris ne respecte pas ses engagements. La France enverra en Afrique du Nord d'autres troupes pour la répression. Mesures militaire au lieu de réformes pour la Tunisie. Mitterand affirme que le gouvernement ne tolère pas les revendications algériennes".

On doit donc relever ici un manque d'objectivité dans la présentation de la situation critique du gouvernement Mendès-France engagé à résoudre les noeuds essentiels de la complexe situation nord-africaine. Les deux revues "Oriente Moderno" et "Relazioni Internazionali" offrent au contraire une bonne synthèse du débat sur l'approbation de la politique nord-africaine qui eut lieu du

9 au 11 décembre 1954.

Le cadre d'ensemble de ce débat destiné à s'intensifier dans les années suivantes prouve que la société italienne prend conscience des mutations en cours dans la politique internationale et en affronte les inévitables implications sur le plan intérieur s'ouvrant à une évolution vers la participation de nouvelles forces sociales (la gauche modérée par exemple) et vers de nouvelles perspectives en politique internationale (une nouvelle approche de sa politique méditerranéenne et africaine par exemple).

#### La chute du gouvernement de Mendès-France sur la question nord-africaine

Les différentes phases du débat sur la politique nord-africaine du gouvernement de Mendès-France ont attiré l'attention de la presse quotidienne italienne car il était clair aux commentateurs italiens que la politique nord-africaine de Mendès-France n'était qu'un bouc-émissaire pour abattre toute sa ligne politique, surtout à propos du traité de Paris et des réformes économiques, de droite comme de gauche. Etrangement il s'avéra qu'aux deux extrêmes, la droite et la gauche s'unirent pour faire tomber le gouvernement, pour des motifs opposés, comme le démontrent les journaux modérés et ceux de gauche, chacun alléguant ses propres arguments. B. Caloro en fait une claire interprétation en citant cette affirmation de F. Mauriac: "Le problème colonial français - et surtout le problème nord-africain, est devenu la pierre de touche qui distingue la réaction du progrès, un passé retors d'un avenir en formation". Le journaliste ajoute, en tant que

représentant de la presse italienne la plus sensible et ouverte aux mouvements libertaires qui émergeaient alors en Afrique: "Les réformes, et les plus courageuses, sont indispensables en Afrique. Il est impossible, après la Libye, ou mieux encore en vertu de son exemple que, la situation des trois pays de l'Afrique du Nord française reste inchangée".<sup>27/</sup>

Les articles de G. Sansa et B. Całoro parus sur le "Corriere della Sera" et la "Gazzetta del Popolo" constituent un examen attentif et perspicace de la crise. Le premier oppose les attaques de la droite et du groupe radical guidé par René Mayer, membre du même parti que Mendès-France, aux courageux arguments du premier ministre et de ses partisans parmi lesquels un député algérien de Constantine, Behamed, l'ex-gouverneur de l'Algérie Violette, le Ministre de l'intérieur, F. Mitterand. La nette prise de position de Mendès-France est mise en évidence: "il y a deux politiques possibles, celle de la détente et des réformes, et celle de la répression et de la violence. Personnellement je me déclare favorable à la première. Ceux qui la refusent doivent appliquer la seconde et en accepter les horribles conséquences".<sup>28/</sup>

De Behamed, on reporte l'anticipation prophétique de désastreuses conséquences en Algérie: "un vote négatif ... ouvrirait une vallée de larmes et de sang" et de Violette, on souligne qu'il "a exorté les Français à ne pas se considérer supérieurs aux Arabes et à ne pas s'arroger des droits excessifs car les Algériens ont combattu pour leurs terres et peuvent donc aspirer à les posséder".<sup>29/</sup>

C'est cependant le discours du jeune ministre Mitterand qui frappe le plus l'attention des commentateurs qui en citent de

nombreux passages clés dont nous nous limiterons à reproduire le suivant :

"ce qui épouvante l'opposition, a déclaré le ministre, c'est le mot "réformes". En vérité le gouvernement n'a fait qu'appliquer le statut algérien de 1947, gardé jusqu'à présent dans les archives, bien qu'il eut été approuvé par l'Assemblée avec 320 voix contre 124, il y a 7 ans. Comment se fait-il que cette même Chambre ait approuvé la politique algérienne du gouvernement il y a à peine quelques mois et la refuse aujourd'hui? Parce qu'elle croyait que le nouveau gouvernement aurait été semblable aux précédents, garant volontaire, d'une traditionnelle complicité. Quand la Chambre a vu que le gouvernement entendait tenir ses promesses, elle a décidé de le renverser" Mais, commente l'auteur, "les positions des partis sont déjà fixées et personne ne peut les changer ... son discours est tombé dans le vide".<sup>30/</sup>

L'implicite prise de position du journal en faveur de la politique d'ouverture de Mendès-France, est évidente dans le jugement négatif attribué d'abord à R. Mayer puis aux communistes. Le premier est défini comme étant "non seulement un député du collège de Constantine mais aussi l'homme de la haute finance française dont les intérêts en Afrique du Nord portent le nom de "colonialisme". On peut affirmer qu'à la Chambre aujourd'hui le plus influent défenseur du conservatisme français en Algérie s'est dressé contre Mendès-France, représentant des réformes libérales "et, ajoute le journaliste pour en dénoncer l'hypocrisie, "l'orateur n'a pas dit que les intérêts d'une certaine classe économique sont en jeu: il a parlé au nom des plus hauts intérêts de la France".<sup>31/</sup>

La position des communistes qui n'ont pas hésité à s'aligner

aux colonialistes, est qualifiée de sectaire: "le parti communiste ne veut pas perdre l'occasion de mettre en cause les accords de Paris qui doivent être débattus au Sénat et pour lesquels seul un homme de l'envergure de Mendès-France pouvait se porter garant".<sup>32/</sup>

Bien que la presse de gauche définisse les forces réactionnaires opposées à Mendès-France et R. Mayer en particulier "un exposant de la droite radicale ultra atlantiste et colonialiste"<sup>33/</sup> et bien que favorable à la nouvelle politique nord-africaine, elle assume dans l'"Avanti" et "Unita" une position préconçue à l'égard de Mendès-France accusé d'être "Le Président du réarmement de Bonn", raison fondamentale de son opposition. De la l'absurde convergence des votes communistes avec ceux de la droite colonialiste et réactionnaire pour nier la confiance au gouvernement de Mendès-France qui avait eu le mérite d'aller à contresens en proposant une politique dynamique et réaliste.

On remarquera enfin sur la revue "Oriente Moderno" la place donnée à l'amertume des milieux nationalistes tunisiens, marocains et algériens pour la chute de Mendès-France et par conséquent l'inévitable fermeture réactionnaire envers l'autonomie; par contraste la revue relève les manifestations d'exultation des milieux coloniaux qui voient dans la chute du gouvernement la possibilité de bloquer les mouvements nationalistes nord-africains comme il est clair dans ce télégramme de félicitations envoyé à R. Mafer pour sa victoire: "Nous, Français du Maroc, unis à l'immense majorité des Marocains habitant le pays, sommes favorables à de justes mesures évolutives mais énergiquement contraire à toute intervention autoritaire à la tunisienne, qui impliquerait une immédiate explosion de "présence française et affaiblirait l'actuelle auto-



rité chérifienne".<sup>34/</sup>

En marge à la chute de Mendès-France la revue "Affrica" publie un intéressant article de G. Consiglio intitulé "Après Mendès-France" qui est à la fois une précise analyse de la politique coloniale française et une clairvoyante anticipation d'une nouvelle approche possible des rapports euro-africains, fondée sur le dépassement d'une vision coloniale anachroniste, même si l'on y perçoit encore un certain ressentiment pour la perte totale de la présence coloniale italienne. L'article est cependant le signe d'un incontestable saut de qualité par rapport à la vieille mentalité colonialiste italienne, quand il rend hommage à la personnalité innovatrice de Mendès-France "qui avec intelligence et énergie avait indiqué et voulu une nouvelle réalité pour la France. Il avait affronté avec décision les problèmes complexes de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc en proposant des réformes urgentes et radicales mais il avait aussi parlé de collaboration européenne en Afrique."<sup>35/</sup> C'est sur ce dernier argument que se base l'article quand il affirme: "L'Afrique est un problème trop important, qui prend des proportions gigantesques, conditionnant l'avenir français et européen". L'auteur souligne que seule une collaboration européenne pourra affronter la problématique africaine car "la France ne pourra, seule, faire front aux fatales échéances africaines... Si elle prétendait s'en sortir toute seule - et cela vaut également pour l'Angleterre et la Belgique... elle finirait par précipiter sur la mauvaise pente qu'ont pris ses relations d'outre mer: Cela ne sera réalisable que si la France dépasse ses vieux préjugés à l'égard des autres pays européens, en l'occurrence l'Allemagne et l'Italie et revoit ses relations avec l'Afrique. Dans le jugement final émergent de nouvelles réalités historiques ainsi que la nécessité inéluctable d'un change-

ment radical dans les rapports Europe - Afrique, quand il affirme l'exigence "d'un nouveau pacte élaboré dans la vérité et la justice. A l'action unilatérale des puissances européennes doit faire place une action commune des européens et des africains, car il est inconcevable de faire abstraction de la population locale qui doit passer du rôle d'objet à celui de sujet de la politique".<sup>36/</sup>

Les conventions franco-tunisiennes (3-6-1955) et l'Afrique du Nord

Après la chute du ministère Mendès-France, le nouveau gouvernement d'E. Faure adopte pratiquement la ligne politique de l'"opération Mendès-France"<sup>37/</sup> entamant à rythme accéléré les pourparlers pour la définition des Conventions franco-tunisiennes qui seront signées le 3 juin 1955.

Dans l'ensemble, la grande presse italienne en rend compte chronologiquement mais la meilleure interprétation critique de l'évolution des événements est donnée par le Corriere della Sera, Oriente Moderno et Relazioni Internazionali qui traitent, in primis, les événements tunisiens puis leur répercussion en Afrique du Nord, dans le cadre de la politique internationale. Il est intéressant de noter les observations de Campolonghi qui mettent en évidence le lien entre la hâte des français à signer le protocole des Conventions et l'historique Conférence de Bandung des peuples du Tiers-Monde non-alignés parmi lesquels les pays arabes étaient représentés par Nasser. "Les inquiétudes du gouvernement vont au-delà des limites du problème strictement nord-af-

ricain... , à Bandung les pays arabes ont publiquement et énergiquement pris la défense des pays soumis au protectorat français, (Tunisie, Maroc) et même de l'Algérie"<sup>38/</sup>. Le rôle de médiateur joué par Bourguiba est apprécié ainsi que son penchant pro-occidental contre l'émergente position panarabe de Salah Ben Youssef qui se bat pour l'indépendance totale du Maghreb à travers la lutte armée.

Pour "Relazioni internazionali", le problème tunisien n'est qu'un aspect du problème plus général de l'Afrique du Nord française ou, en particulier pour l'Algérie, la France doit promouvoir une politique nouvelle"<sup>39/</sup>. C'est ainsi que la concession de l'autonomie interne à la Tunisie, malgré les oppositions antagonistes des colonialistes et des panarabistes, doit être le signe d'un changement de direction de toute la politique coloniale française. "Si l'ère du colonialisme est dépassée, il est plus réaliste de s'en rendre compte... en espérant que l'expérience tunisienne soit positive et puisse avoir des répercussions favorables au Maroc et en Tunisie."<sup>40/</sup>

G. Sansa, partant d'un discours du président Coty sur les problèmes de l'Afrique du Nord (prononcé à Marseille fin juin), fait le point de la situation au Maroc et en Algérie au lendemain des accords franco-tunisiens. C'est une synthèse lucide de la situation marocaine en voie de détérioration et de la volonté du gouvernement de E. Faure et du Président Coty de demander l'abolition de l'administration directe, définie comme "une dégénération du régime du protectorat qui implique dans sa nature même l'autonomie interne... En effet l'abolition de l'administration directe au Maroc ne serait qu'un retour à la position juridique normale". Et l'article rappelle les paroles

de condamnation de Coty à propos du fanatisme impérialiste: "Les pays que la France a civilisés et fécondés ne seront pas abandonnés au fanatisme impérialiste qui les conduirait au pire des sorts, à un fanatisme racial et religieux fortement anachronique. Présence française et conscience française: voilà deux formules maitresses qui ne doivent pas s'opposer puisqu'elles expriment le même idéal".

G. Sansa en donne une interprétation univoque quand il écrit: "Il est facile de comprendre que le chef de l'état pensait surtout au Maroc. Là-bas surtout le concept de "Présence française" a dégénéré en colonialisme fanatique: le fait est que les colonialistes ne veulent pas entendre parler... de cette nécessaire tempérance qui fait partie de la notion de "conscience française". Ces deux attitudes sont justement représentées au Maroc par les associations "Présence française" et "Conscience française": la première unit les colonialistes et les racistes, la seconde les libéraux et les réformistes."<sup>41/</sup> L'article se conclut sur l'invitation à la France de s'expliquer sur sa discutabile politique coloniale tenant compte du fait qu'elle n'est pas uniquement du ressort de la France mais au contraire du ressort de la politique internationale, en raison de ses évidentes implications d'ordre politico-militaire surtout en Méditerranée et en Europe. En vérité, une progressive "escalation" conduira le problème nord-africain à "l'heure du choix de la France", selon l'expression de F. Vegas dans le "La Stampa"<sup>42/</sup> en accord avec la plupart des commentaires politiques sur la presse italienne. On assiste à un crescendo de l'attention de la part du public italien au fur et à mesure que le drame algérien s'impose à la France et au

monde, comme en témoignent par exemple les différents reportages de Francesco Rosso sur la rébellion algérienne parus sur "La Stampa" en 1956 et la chronique quasi quotidienne des événements insurrectionnels dans la presse de gauche surtout.

L'indépendance de la Tunisie (20 mars 1956). Le cas S. Ben Youssef et l'émergence de la question algérienne

Au lendemain de la signature des Conventions franco-tunisiennes que Bourguiba avait acceptées sur le plan tactique comme étant un pas nécessaire sur la route de l'indépendance totale, éclate au grand jour l'antagonisme entre les deux personnalités de pointe du Néo-Destour, aussi bien quant à la stratégie à suivre pour obtenir l'indépendance qu'à propos de la direction du parti. D'un côté S. ben Youssef, secrétaire général du parti et membre du groupe conservateur panarabe qui exige l'indépendance totale et immédiate même à travers la lutte armée, de l'autre, Bourguiba, leader charismatique du groupe modéré et pro-occidental, partisan d'une marche progressive vers l'indépendance totale à travers les voies légales. Cet antagonisme ne cessera de croître jusqu'à l'irréparable rupture consommée durant le Congrès de Sfax (15-18 novembre 1955) où Bourguiba assume la leadership du parti et la domination de la situation politique nationale qui le conduiront en 1956 à la tête du pays et aux successives et radicales transformations institutionnelles.

La presse italienne ne traite à fond l'argument qu'au moment du dénouement final à cheval sur les années 1955-56; les revues spécialisées Oriente Moderno et Relazioni Internazionali au contraire, dans leurs fideles et précis comptes rendus périodiques, ont mis en

évidence les différents points de vue sur la situation à partir des négociations sur les Conventions et en ont suivi l'évolution détaillée jusqu'à l'expulsion du terroriste Ben Youssef et jusqu'à ses plans de lutte armée conçus durant son exil en Libye. Il sera considéré "le chef naturel et suprême des rebelles tunisiens"<sup>43/</sup> ainsi que le présente Francesco Rosso, correspondant de La Stampa, durant une célèbre entrevue avec lui à Tripoli quelques jours avant la proclamation de l'indépendance de la Tunisie.<sup>44/</sup>

Les commentateurs italiens ont tendance à souligner surtout la différente approche suivie par Bourguiba et S. Ben Youssef dans la lutte pour l'indépendance. Le premier "suit depuis vingt-cinq ans la même ligne: obtenir de la France, l'indépendance et insérer la Tunisie dans l'occident libéral..." Le second au contraire "qui avait milité dans les organisations pour la libération du Maghreb, a un programme qui va au-delà des frontières de la Tunisie".<sup>45/</sup> Relazioni Internazionali aussi, au lendemain même de la signature des Conventions, avait déjà vu en S. Ben Youssef "secrétaire général du parti"<sup>46/</sup> et porte-parole de la Ligne Arabe, le chef de l'opposition à l'intérieur du Néo-Destour. Dans cette entrevue de F. Rosso, celui-ci assume le rôle de vrai champion de l'indépendance totale de la Tunisie et du Maghreb envers la France "qui n'a pas encore compris que le colonialisme est fini"<sup>47/</sup> contre laquelle se dresserait tous les états arabes guidés par l'Egypte de Nasser, car "le monde islamique a pris son élan, la formation d'une confédération d'états arabes qui s'étendrait du Moyen-Orient à la côte atlantique du Maroc, est plus importante que tout accord économique et financier".<sup>48/</sup>

Mais le cours des événements fut favorable au plus pragma-

tique Bourguiba qui a su profiter avec promptitude, aussi bien de l'opposition extrémiste de S. Ben Youssef contre la France que de la proche et désormais certaine indépendance du Maroc, pour imposer le dépassement des Conventions vers l'indépendance comme en témoigne avec pertinence Oriente Moderno en se référant à une annotation du journal français Le Monde: "Les revendications de Bourguiba font partie de cette "accélération de l'histoire" à laquelle la France assiste, presque impuissante, en Afrique du Nord, à la suite de sa politique d'oscillation. Comment serait-il possible de refuser à la Tunisie l'indépendance pratiquement conquise par le Maroc?"<sup>49/</sup>

Relazioni Internazionali, reprend la question et la confirme: "les agitations des fellagas ont repris et, une fois Sala Ben Youssef enfin en Libye, elle menacent de créer de nouvelles difficultés aux négociations que Bourguiba conduit à Paris. Avec ses hésitations et ses doutes, le gouvernement français fait en fin de compte le jeu des adversaires des conventions de juin dernier. L'exemple du Maroc en route vers une réelle indépendance ne peut qu'inciter le peuple tunisien à demander un traitement analogue."<sup>50/</sup>

Le débat italien sur l'indépendance tunisienne révèle, dans les semaines qui précèdent l'indépendance (20 mars 1956) un approfondissement du thème des mouvements de libération anticoloniaux et de celui de la politique française désormais et dramatiquement confrontée à la Révolution algérienne et contrainte à des choix qu'elle ne peut plus différer.

On perçoit, de la part du grand public italien, la prise de conscience que les événements en cours concernent le pays de très près, bien au-delà des intérêts observés au début de cet article. Cela est évident sur La Stampa par exemple qui consacre

une série d'éditoriaux en première et troisième page, au problème général des mouvements de libération contre le colonialisme, et plus particulièrement à la politique coloniale française et aux événements nord-africains parmi lesquels émerge tragiquement la question algérienne.

Luigi Salvatorelli consacre un éditorial à la "Révolution afro-asiatique" dont il détermine les secteurs-clés, parmi lesquels l'Afrique du Nord, et propose non seulement la collaboration des grandes puissances pour l'émancipation des peuples colonisés, à travers des accords d'inter-dépendance, mais aussi, de puissances secondaires comme l'Italie qui "devrait être appelée à participer à une action de paix et d'organisation dans le proche Orient."<sup>51/</sup> Plus incisives encore et plus pertinentes à la situation française et nord-africaine sont les clairvoyantes et réalistes interventions de Ferdinando Vegas comme "la crise française" du 9 février 1956 et "L'heure du choix pour la France" de 14 mars 1956. "La cause de l'affranchissement des peuples colonisés a déjà été jugée par l'histoire en faveur des ex-dominés; la seule chose raisonnable à faire pour les anciens patrons est donc d'accepter le verdict et de s'engager à fond pour que cet inévitable dénouement se fasse le moins tragiquement possible et avec le maximum d'avantages réciproques" Et après avoir reconnu la sagesse du comportement de la France au Maroc et en Tunisie, Vegas fouille la psychologie de l'âme coloniale française à propos de l'Algérie: "Dire que la situation est différente parce que l'Algérie est partie intégrante du territoire français et qu'il n'existe pas de nation algérienne, c'est dire une partie seulement de la vérité: l'autre partie, la plus importante, est que les français ne sont pas encore



convaincus de la nécessité d'accepter, pour l'Algérie aussi, le cours de l'histoire. Le fond du problème, pour la France, est plus psychologique que politique: c'est pour cela que la question algérienne est devenue le banc d'essai de la crise générale qui tourmente la Quatrième République."

Les événements qui ont suivi, confirment cette clairvoyante prévision qui témoigne de la reprise d'intérêt des italiens, avec une bien autre conscience et une bien autre optique que celles démontrées dans les différentes phases historiques de l'Italie "puissance coloniale".

En ce moment crucial pour le destin et la liberté des peuples nord-africains et surtout algérien, l'attention du public italien se traduira non seulement en une abondante production dans la presse mais aussi par la participation active d'hommes et de moyens<sup>53/</sup> comme en témoigne le volume Italie e Algeria, aspetti storici di un'amicizia mediterranea, publié pour le vingtième anniversaire de l'indépendance algérienne<sup>54/</sup>. A ce propos il nous semble que le but de notre enquête trouve une ponctuelle confirmation dans cette affirmation de l'historien Sergio Romano: "cette extraordinaire participation italienne au drame algérien se situe au croisement de deux tendances qui marquent fortement notre vie politique entre la fin des années cinquante et le début des années soixante: la "redécouverte" de la Méditerranée et la montée du centre-gauche"<sup>55/</sup>. En dernière analyse, l'intérêt italien pour la tension libertaire et les différents processus d'indépendance des peuples nord-africains, ont été les symptômes révélateurs de mutations profondes de la société italienne"<sup>56/</sup> sur le plan national et du dépassement définitif du "complexe colonial"

sur le plan international, pour une nouvelle approche en Méditerranée et en Afrique de la part de l'Italie républicaine.

Comme observation, en marge à notre intervention, il est opportun de rappeler l'importante communauté italienne en Tunisie qui, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, comptait plus de 80.000 membres. Il faut observer que, mise à part les rares revendications nostalgiques de certains journaux mineurs, (voir Del Boca), la grande presse ici analysée, n'a toujours fait allusion que pudiquement au problème, sauf au lendemain de l'indépendance tunisienne, en particulier à travers Relazioni Internazionali qui déjà en mai 1956, à propos de la question de la reconnaissance italienne de l'indépendance tunisienne et marocaine" pose parmi "les problèmes particuliers à l'Italie, ... celui de la tutelle des communautés italiennes en Tunisie".<sup>57/</sup> La presse italienne traitera encore ce problème au cours de l'évolution successive de l'état tunisien, surtout en ce qui concerne ses aspects sociaux, mais pratiquement la problématique sera éteinte après les décrets de 1964 sur la nationalisation des propriétés en possession des étrangers.

1. A ce propos les ouvrages français et italiens sont nombreux; nous nous limitons, dans le cadre de cette étude à fournir quelques titres essentiels de la production italienne: R. RAINERO, La rivendicazione fascista sulla Tunisia, Milano, Marzorati, 1980; M. PASOTTI, Italiani e Italia in Tunisia dalle origini al 1970, Roma, Finzi, 1970; N. MARCHITTI, L'Italia in Tunisia, Roma Latiu, 1942; C. TUMEDEL, La questione tunisina e L'Italia, Bologna, Zanichelli, 1922.
2. Voir A. DEL BOCA, Gli Italiani in Africa orientale, nostalgia delle colonie, Bari, Laterza, 1984.
3. Cité par A. DEL BOCA, op. cit., p. 11
4. Titre du Chapitre I de l'ouvrage de A. DEL BOCA, op. cit., pp. 3-45
5. Nous avons consulté les quotidiens suivantes: Corriere della Sera, La Stampa, La Gazzetta del Popolo, Il Messaggero, L'Avanti, L'Unita; e le riviste: Oriente Moderno, Relazioni Internazionali, Affrica, Il Ponte, Nuova Antologia.
6. On signale deux études de R. RUBINACCI qui font une synthèse des événements de l'après-guerre en Tunisie et au Maroc: Il Movimento per l'indipendenza del Marocco, O.M. XXXII, 1952, pp. 1-31; La Tunisia nell'ultimo decennio, XXXIII, 1953, pp. 201-9.
7. Professeur à l'Université de Cagliari et spécialiste d'histoire maghrébine, auteur d'un volumineux ouvrage: La colonizzazione dell'Africa del Nord, Padova, 1960.
8. E. DE LEONE, La crisi tunisina, in "Affrica", marzo-aprile 1954, pp. 81-82
9. "Oriente Moderno", XXXIV, luglio 1954, p. 319
10. Professeur à l'université de Pavie, Spécialiste d'histoire coloniale italienne
11. "La nuova Antologia", dec, 1954, pp. 7-16 .
12. "Corriere della Sera", 1 aout 1954
13. Ibidem
14. "Avanti", 1 aout 1954
15. "L'Unita", 31 juillet 1954
16. "L'Unita", 31 juillet 1954

17. "L'Unita", 1<sup>er</sup> aout 1954
18. Ibidem, 8 aout 1954
19. "La Stampa", 1<sup>er</sup> aout 1954
20. "La Gazzetta del Popolo", 31 luglio 1954
21. "La Gazzetta del Popolo", 3 aout 1954
22. "Oriente Moderno", XXXIV, nov. 1954, p. 502
23. Corriere della Sera, 18 novembre 1954
24. Voiz "Corriere della Sera", 3-23-25 novembre 1954
25. "Corriere della Sera", 25 novembre 1954
26. Idem, 20 novembre 1954
27. Gazzetta del Popolo, 5 février 1955
28. Corriere della Sera, 4 février 1955
29. Ibidem
30. Corriere della Sera, 5 février 1955
31. Corriere della Sera, 4 février 1955
32. Gazzetta del Popolo, 5 février 1955
33. Avanti, 4 février 1955
34. Oriente Moderno, XXXVI, février 1955
35. Affrica, année X, n. 1-2, janvier-février 1955, pp. 1-2
36. Idem
37. Relazioni Internazionali, 30 mai 1955
38. Il Corriere della Sera, 23 avril 1955
39. Relazioni Internazionali, 30 mai 1955, p. 465
40. Idem, 11 Juin 1955, pp. 629-30
41. Corriere della Sera, 25 juin 1955
42. La Stampa, 14 mars 1956
43. La Stampa, 15 mars 1956

44. Le grand historien français CH. A. Julien lui-meme se refere a cette entrevue dans son ouvrage Et la Tunisie devint independante (1951-1957), Paris, Les editions J.A., 1985, mais avec deux imprécisions: le titre du journal n'est pas la Stampa Nova et la date de publication est le 15 et non le 14 mars.
45. Oriente Moderno, XXXVI, Janvier 1956, PP. 52-3
46. Relazioni Internazionali, 11 Juin 1955, pp. 629-30
47. La Stampa, 14 mars 1956
48. La Stampa, 15. marx 1956
49. Oriente Moderno, XXXVI, février 1956, pp. 117-120
50. Relazioni Internazionali: février 1956, p. 163
51. La Stampa, 13 mars 1956
52. La Stampa, 14 mars 1956
53. Il suffit de rappeler les Congrès Mediterranéens de la Pira a Florence et les initiatives de coopération économique de E. Mattei.
54. R. RAINERO (a cura di), Italia e Algeria..., Milano, Marzorati, 1982
55. S. ROMANO, in R. Rainero (a cura di), op. cit., p. 17
56. Idem, p. 19